Le budget—M. Bill Clarke

Monsieur l'Orateur, toutes les revendications, bien sûr, viennent à point, parce que j'ai été mêlé à l'administration publique depuis plus de 28 ans. J'ai été élu pour travailler positivement avec un parti, une équipe en laquelle j'ai confiance et que j'appuie. Cependant, on doit tenir compte des revendications, des malaises, dont le gouvernement n'est probablement pas au courant. Je ne veux pas parler de mes antécédents, mais j'ai pris connaissance de ces problèmes, et je voudrais que l'on m'aide à les régler à l'avantage de toute la population de ma circonscription.

• (1640)

[Traduction]

M. Bill Clarke (Vancouver-Quadra): Monsieur l'Orateur, je prends en ce moment la parole pour la première fois à la Chambre et je me hâte de m'associer aux autres députés pour féliciter monsieur l'Orateur du renouvellement de sa désignation, ainsi que monsieur l'Orateur adjoint, de sa désignation. D'autres députés ont rappelé en termes chaleureux leurs rapports avec monsieur l'Orateur dans le passé. Je ne puis le faire, puisque je ne connaissais pas Votre Honneur jusqu'à il y a quelques semaines, mais j'en suis arrivé à respecter la présidence et à admirer les nombreux talents de ceux qui remplissent la fonction.

En participant à ce débat sur le budget, je vais proposer des changements radicaux, qui je crois, n'ont jamais été préconisés à la Chambre antérieurement. Je vais défendre la suppression de l'impôt sur le revenu des particuliers et son remplacement par une taxe sur les dépenses personnelles.

Mais, tout d'abord, qu'il me soit permis de dire que j'ai observé une autre tradition de la Chambre, l'insertion dans un premier discours d'une description détaillée de sa propre circonscription. Si je déclare avoir été heureux d'y vivre pendant 17 ans, c'est en dire long sur Vancouver-Quadra. Toutefois, il peut être utile à mon propos d'expliquer que Vancouver-Quadra est probablement un exemple choisi de circonscription urbaine et résidentielle. Vancouver-Quadra traverse sur ses deux tiers le centre de la ville de Vancouver. La circonscription, d'une extrémité à l'autre, couvre 8 milles, et elle varie en profondeur d'un mille et demi ou deux à un demi-mille. C'est la seule circonscription de Vancouver ayant des frontières communes avec chacune des quatre autres circonscriptions de la ville. Elle ne renferme pas d'industrie; les quartiers commerciaux tendent principalement à desservir le voisinage; et elle ne renferme pas un seul grand centre d'achat.

Bien que Vancouver-Quadra soit très différente de certaines circonscriptions rurales extrêmement vastes et de certaines circonscriptions de grandes villes toutes en hauteur, nous avons toutes les catégories de logements. Nous avons des édifices à appartements en hauteur et des vieilles maisons de rapport. Nous avons des résidences de grand luxe, en pierre et de modestes maisons à pans de bois. Nous avons des résidences d'université, des logements à prix modique, des foyers pour vieillards, une base militaire et même une auberge de jeunesse. Leurs occupants, les gens, les familles qui vivent dans Vancouver-Quadra appellent tout cela leur chez-soi.

Voilà les familles que le ministre des Finances (M. Turner) a oubliées dans son budget. Et pourtant il a prétendu avoir présenté un budget familial. Comme on le sait, monsieur l'Orateur, le ministre est un beau parleur. Il a peut-être su niveler certaines difficultés et, le lendemain du budget, il est possible que bon nombre de familles ait cru que le ministre était vraiment leur grand champion.

Je suis certain que personne de ce côté-ci de la Chambre—et encore moins le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield)—n'irait condamner le budget dans sa totalité. Notre chef a essayé de suggérer des mesures semblables au gouvernement pendant des années. On n'a qu'à se rappeler ses politiques sur les réductions fiscales, les pensions et le chômage. Mais les analystes ont maintenant eu l'occasion d'étudier de plus près le dédale de Turner, et les media ne ménagent aucun détail. Bref, comme le disait un éditorialiste, on y retrouve moins de choses qu'on le croirait à première vue.

Je ne reprendrai pas ce qu'ont dit d'autres députés de ce côté-ci de la Chambre avant moi, si ce n'est que les gens de Vancouver-Quadra savent maintenant que le budget ne prévoit aucun des stimulants aux entreprises qui atténueraient le problème du chômage; il n'encourage pas les Canadiens à investir dans les entreprises canadiennes et ne contient pas de politiques pour combattre l'inflation. Ils savent qu'un gouvernement conservateur se serait lancé à fond dans l'expansion de l'économie et aurait proposé une réglementation temporaire des prix et des revenus. C'est ce que les électeurs de Vancouver-Quadra ont dit vouloir le 30 octobre dernier.

Il n'y a aucune ferme dans ma circonscription, monsieur l'Orateur, mais les gens de Vancouver Quadra ont pu se demander pourquoi les familles qui possèdent de petites entreprises commerciales auraient moins le droit de bénéficier de l'exemption de l'impôt sur les gains en capital que les familles qui possèdent des exploitations agricoles. Cette politique discriminatoire de la part du gouvernement révèle un opportunisme nettement arbitraire. Elle manque tout à fait de logique. Toutefois, mes mandants ont déjà été déçus par des budgets libéraux et les gouvernements libéraux les ont déçus pendant des années. Ils se souviennent des premiers jours de la réforme fiscale alors que le gouvernement déclarait que celle-ci visait tout d'abord à l'équité et à la simplicité. Ils savent que les libéraux n'ont pas plus réalisé l'une que l'autre.

• (1650)

Les livres blancs les ont effrayés et embrouillés. Des décisions d'affaires ont été remises à plus tard à cause de l'incertitude quant aux impôts. On ne peut s'imaginer tout le chômage qu'il faut directement attribuer à cette incertitude. Il est avéré que les hommes d'affaires s'accommodent de n'importe quelle réglementation établie, mais il est aussi avéré qu'il n'y a qu'une chose qu'ils ne peuvent pas tolérer et c'est l'incertitude de la réglementation. Lorsqu'ils se butent à l'incertitude en matière de réglementation ils répriment leur élan, et provoquent ainsi un ralentissement général de l'activité commerciale. Un tel ralentissement coûte des emplois. Quelques-uns de mes amis ont, dans ma circonscription, cessé d'attendre que le gouvernement démêle cet écheveau fiscal. Incapables de comprendre par eux-mêmes cette nouvelle loi fiscale, ils consultent certains de mes confrères comptables agréés qui font profession de donner des conseils en matière fiscale. Or, malgré que certains d'entre eux n'aient rien fait d'autre depuis des années qu'étudier les réformes fiscales apportées par le gouvernement, ils ne peuvent leur donner que des conseils rudimentaires sur l'impôt.

Le ministre avait l'occasion de réviser la prétendue réforme fiscale de son prédécesseur, pour laquelle on l'avait critiqué à juste titre, mais pourtant, la seule réforme que renferme le présent budget se trouve dans la suppression d'une restriction arbitraire imposée à la